

**Direction des collectivités et de la légalité**  
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de l'environnement

Perpignan le 30 août 2024

**ARRETE n°PREF/DCL/BCLUE/2024243-0001**

**AUTORISANT** la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** à étendre l'exploitation de la carrière située à Salses-le-Château (66), sur une surface de 4,48 ha, au nord au lieu-dit « Les Estagnols »

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Thierry BONNIER Préfet des Pyrénées-Orientales ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024120-0001 du 29 avril 2024 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

**VU** l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 184 du 21 janvier 2000 accordant à la société **SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE** l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de **SALSÈS-LE-CHÂTEAU** lieu-dit « Serrat de la Traverse », d'une superficie de 16ha, pour une durée de 20 ans et une capacité maximale annuelle de 400.000 tonnes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 autorisant la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire et ses installations de traitement et transit de matériaux situées aux lieux-dits « Serrat de la Traverse », « Castel Vell », « Les Estagnols » et « Clots d'en Boquer », sur la commune de Salses-le-Château ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 relatif aux arrêtés n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 et n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0002 du 16/08/2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021.302-0001 du 29/10/2021 autorisant la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** à reprendre l'activité de la carrière de Salses-le-Château au droit de la zone nord dénaturée et décapée pour une surface totale de 4,37 ha, située sur la commune de Salses-le-Château (66) – Lieu-dit « Les Estagnols » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2023.017-0001 du 17/01/2023 autorisant la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** à approfondir la fosse nord de 15 m, de 70 m NGF à 55 m NGF ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 17/10/2023 relatif à l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021.302-0001 du 29/10/2021 ;

**VU** la demande déposée sur la plateforme de téléprocédure le 08/03/2024 complétée le 26/03/2024 par la société **SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE**, qui sollicite l'autorisation d'étendre l'activité de la carrière de Salses-le-Château au nord sur une surface totale de 4,48 ha, située au lieu-dit « Les Estagnols » sur la commune de Salses-le-Château (66) ;

**VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

**VU** la décision du Préfet des Pyrénées-Orientales du 23/01/2024 après examen au cas par cas ;

**VU** la décision n°E24000043/34 du 18/04/2024 du Président du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, désignant le commissaire enquêteur ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024136-0001 du 15/05/2024 portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SABLIERE-DE-LA-SALANQUE en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre l'exploitation de la carrière de Salses-le-Château sur une emprise de 4,48 ha ;

**VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées de l'avis au public ;

**VU** la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

**VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**VU** les avis exprimés par les conseils municipaux consultés ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 19/08/2024 à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations du demandeur sur ce projet transmises par courriel du 22/08/2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude écologique réalisée par le bureau d'étude ECOTONIA, portant sur une aire d'étude élargie de 70 ha, prenant en compte les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi, conclut à l'absence d'impact résiduel sur les habitats et les espèces ;

**CONSIDÉRANT** que l'administration considère que les mesures d'évitement et de réduction proposées présentent des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque pour les espèces au point qu'il apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi proposé par l'exploitant sont intégrées dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral et font l'objet d'une demande de justifications de mise en œuvre dans le bilan environnemental annuel afin de garantir leur effectivité et la diminution du risque pour les espèces concernées ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'Environnement susvisé, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les activités annexes à l'activité de carrière à savoir le traitement et transit de matériaux, le réaménagement des fosses avec des matériaux inertes, le prélèvement d'eau par forage, le rejet d'eaux pluviales, sont autorisées par l'arrêté du 16/08/2018 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture.

## ARRÊTE

### ARTICLE 1-

La société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE dont le siège social est situé Route d'Opoul D5 – Sarrat de la Traverse – 66600 SALSES-LE-CHATEAU, SIRET n°624 200 804 00026, est autorisée à étendre l'exploitation de la carrière de Salses-le-Château sur une emprise de 4,48 ha, au lieu-dit « Les Estagnols » sur la commune de Salses-le-Château.

### ARTICLE 2-

L'autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé, modifié par les dispositions du présent arrêté.

### ARTICLE 3-

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est modifié comme suit :

Les critères de classement de la rubrique 2510-1 sont supprimés et remplacés par les critères suivants :

Tonnage maximal annuel à extraire : 615 500 t

Tonnage moyen annuel à extraire : 492 000 t

Durée d'exploitation : 30 ans

### ARTICLE 4-

Le tableau précisant les parcelles autorisées à l'article 1.2.3 « Situation de l'établissement » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Commune	Section	Lieu-dit	N°	Surface cadastrée	Surface autorisée par AP 2018	Surface extension APC 2021	Surface extension APC 2024	Surface totale autorisée
Salses-le-Château	C	Els Estanyols	72	35 030 m <sup>2</sup>			245 m <sup>2</sup>	245 m <sup>2</sup>
			73	73 760 m <sup>2</sup>	11 636 m <sup>2</sup>	13 918 m <sup>2</sup>	22 232 m <sup>2</sup>	47 786 m <sup>2</sup>
			75	246 290 m <sup>2</sup>	5 449 m <sup>2</sup>	29 782 m <sup>2</sup>	22 230 m <sup>2</sup>	57 461 m <sup>2</sup>
		Clots d'en Boquer	77	2 790 m <sup>2</sup>	1 100 m <sup>2</sup>			1 100 m <sup>2</sup>
			1250	15 740 m <sup>2</sup>	14 245 m <sup>2</sup>			14 245 m <sup>2</sup>
		Castell Vell	154	86 220 m <sup>2</sup>	48 118 m <sup>2</sup>			48 118 m <sup>2</sup>
		Serrat de la Traversa	1975	126 404 m <sup>2</sup>	43 007 m <sup>2</sup>			43 007 m <sup>2</sup>
			2156	215 345 m <sup>2</sup>	63 651 m <sup>2</sup>			63 651 m <sup>2</sup>
		Chemin de la traverse d'Opoul à Rivesaltes			985 m <sup>2</sup>		92 m <sup>2</sup>	1 077 m <sup>2</sup>
		Ancien thalweg cadastré			1 975 m <sup>2</sup>			1 975 m <sup>2</sup>
		Chemin Cami de la Créu Roja à la Coma d'en Joli			682 m <sup>2</sup>			682 m <sup>2</sup>
		TOTAL			190 848 m <sup>2</sup>	43 700 m <sup>2</sup>	44 799 m <sup>2</sup>	279 347 m <sup>2</sup>

### ARTICLE 5-

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation mentionnée à l'article 1.2.4 « Autre limite de l'autorisation » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est remplacée par 23,9 ha.

## ARTICLE 6-

Le tableau précisant le montant de la garantie financière à l'article 1.5.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Périodes	Montant en euros TTC
1 <sup>ème</sup> phase quinquennale suite à l'extension 2024 : 09/2024 → 15/08/2028	929 181,00 €
2 <sup>ème</sup> phase quinquennale : 16/08/2028 → 15/08/2033	963 968,00 €
3 <sup>ème</sup> phase quinquennale : 16/08/2033 → 15/08/2038	782 936,00 €
4 <sup>ème</sup> phase quinquennale : 16/08/2038 → 15/08/2043	632 239,00 €
5 <sup>ème</sup> phase quinquennale : 16/08/2043 → jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	609 270,00 €

## ARTICLE 7-

Le document attestant de la constitution des garanties financières correspondant au nouveau montant pour la première phase quinquennale doit être transmis au préfet dans un délai maximal de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.

## ARTICLE 8-

L'article 8.1.8.2 « Phasage » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est supprimée et remplacée par l'article suivant :

Suite à l'extension 2024, le phasage comporte 5 nouvelles phases quinquennales (5 ans) conformément aux plans joints en annexe 4, dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- les travaux d'extraction se poursuivent sur la zone nord, jusqu'en 2038 (fin de la phase 3) pour atteindre la cote de fond de fouille maximale de 55 m NGF ;
- réaménagement coordonné avec les stériles issus de la production, les marnes issues du décapage de la zone nord et les matériaux inertes extérieurs accueillis à raison de 60 000 m<sup>3</sup>/an ;
- Les travaux de remblaiement et de réaménagement démarrent par la fosse Sud et se poursuivront sur la fosse à Nord, à l'issue des travaux d'extraction.

➤ Les conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel sont vérifiées annuellement. Le résultat de cette vérification est reporté dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.4.

## ARTICLE 9-

À l'article 8.3.1 « Mesures d'évitement et de réduction » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé, le premier alinéa et l'énumération l'accompagnant est remplacé par l'alinéa suivant :

La société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE et l'ensemble de ses prestataires mettent en œuvre les mesures d'évitement (e) et de réduction (r) d'impacts détaillées dans les différents dossiers déposés par la société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE, qui comprennent notamment 8 mesures d'évitement et 70 mesures de réduction reprises en annexe 8 du présent arrêté.

## ARTICLE 10-

À l'article 8.3.3 « Mesures d'accompagnement et de suivi » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé :

- les 2 premiers alinéas et l'énumération accompagnant le 2<sup>ème</sup> alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

La société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE et l'ensemble de ses prestataires mettent en œuvre les mesures d'accompagnement et de suivi détaillées dans les différents dossiers déposés par la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE, qui comprennent notamment 12 mesures d'accompagnement et 8 mesures de suivi.

- Au 3ème alinéa le numéro de la mesure A1 est remplacé par MA4

#### **ARTICLE 11-**

À l'article 9.3.4 « Bilan environnement annuel » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé, est ajouté l'énumération suivant :

- un bilan des 8 mesures d'évitement, 70 mesures de réduction, 12 mesures d'accompagnement et 8 mesures de suivi, énumérées en annexe 8 du présent arrêté, sous forme de tableau synthétique, confirmant / justifiant point par point la mise en œuvre des mesures prévues au dossier de demande d'autorisation selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC).

#### **ARTICLE 12-**

L'annexe 5 jointe au présent arrêté « mesures prévues au dossier de demande d'autorisation selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) » est ajoutée en annexe à l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé, en tant qu'annexe n°8.

#### **ARTICLE 13-**

Le plan cadastral figurant en annexe 1 de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est remplacé par le plan cadastral figurant en annexe 1 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 14-**

Le plan d'ensemble figurant en annexe 2 de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est remplacé par le plan d'ensemble figurant en annexe 2 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 15-**

Les plans de phasage figurant en annexe 4 de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé sont remplacés par les plans de phasage figurant en annexe 3 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 16-**

Le plan de principe de réaménagement de la carrière figurant en annexe 5 de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est remplacé par le plan de principe de réaménagement figurant en annexe 4 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 17-**

*Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement*

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

## ARTICLE 18-

### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### *Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement*

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

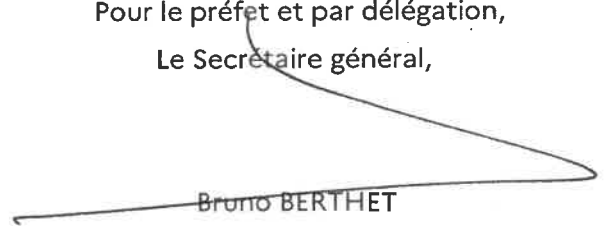
## ARTICLE 19-

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

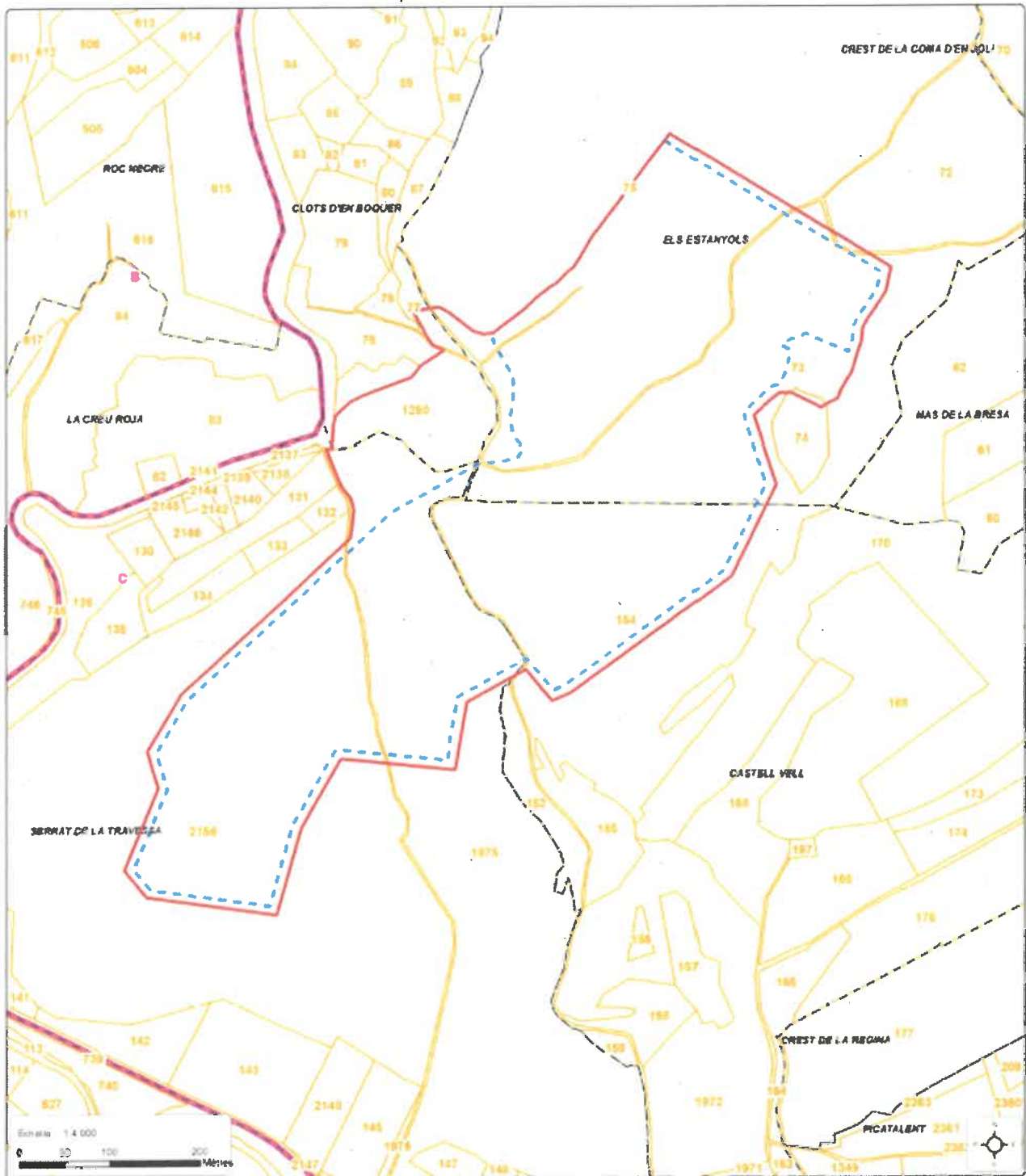
- ✓ la commune de SALSES-LE-CHÂTEAU spécialement chargées d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité ;
  - ✓ la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - ✓ l'Agence régionale de santé
  - ✓ l'inspection de l'environnement en poste à la subdivision de la DREAL de Perpignan
  - ✓ le service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Bruno BERTHET

## ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL



### Légende

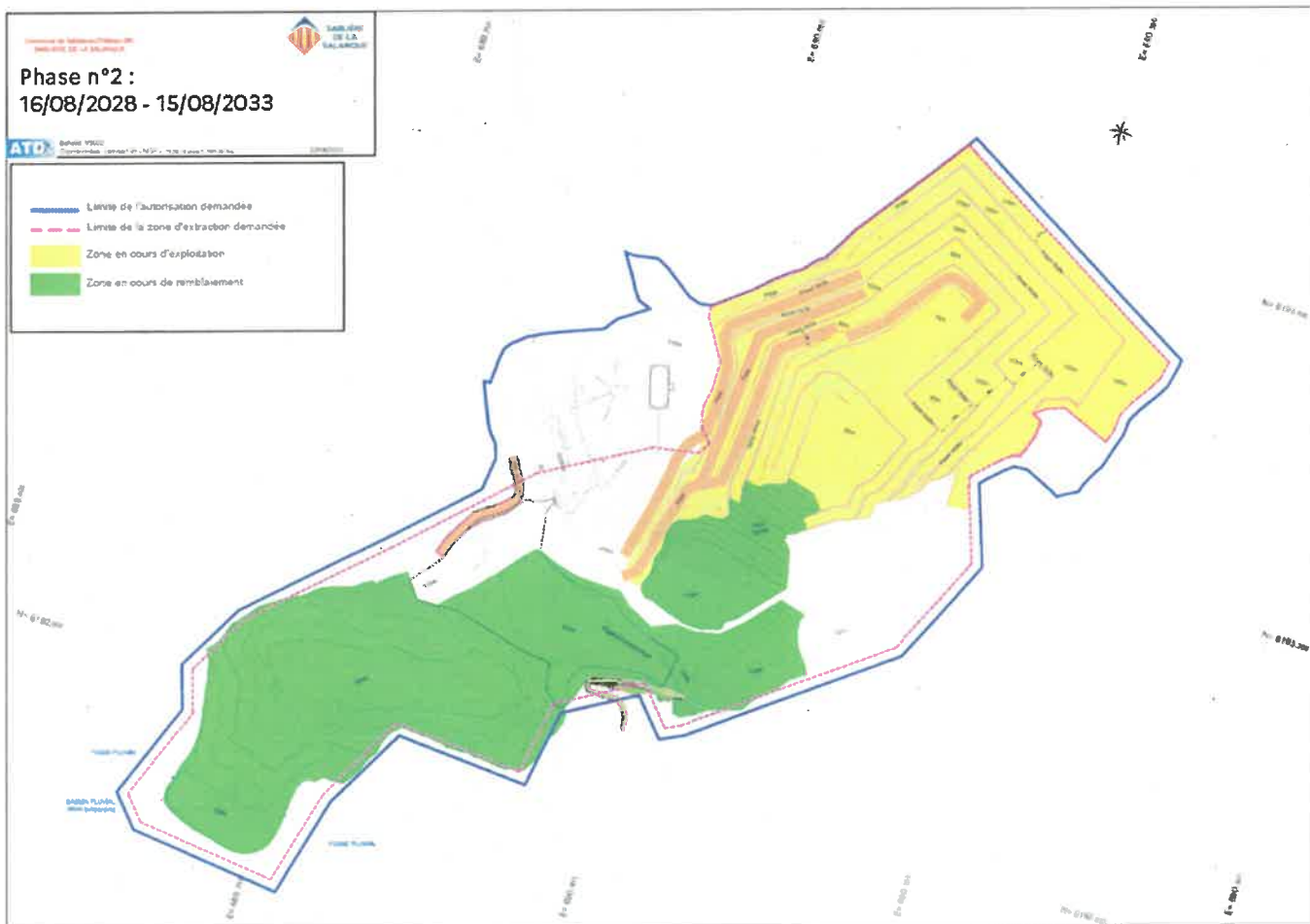
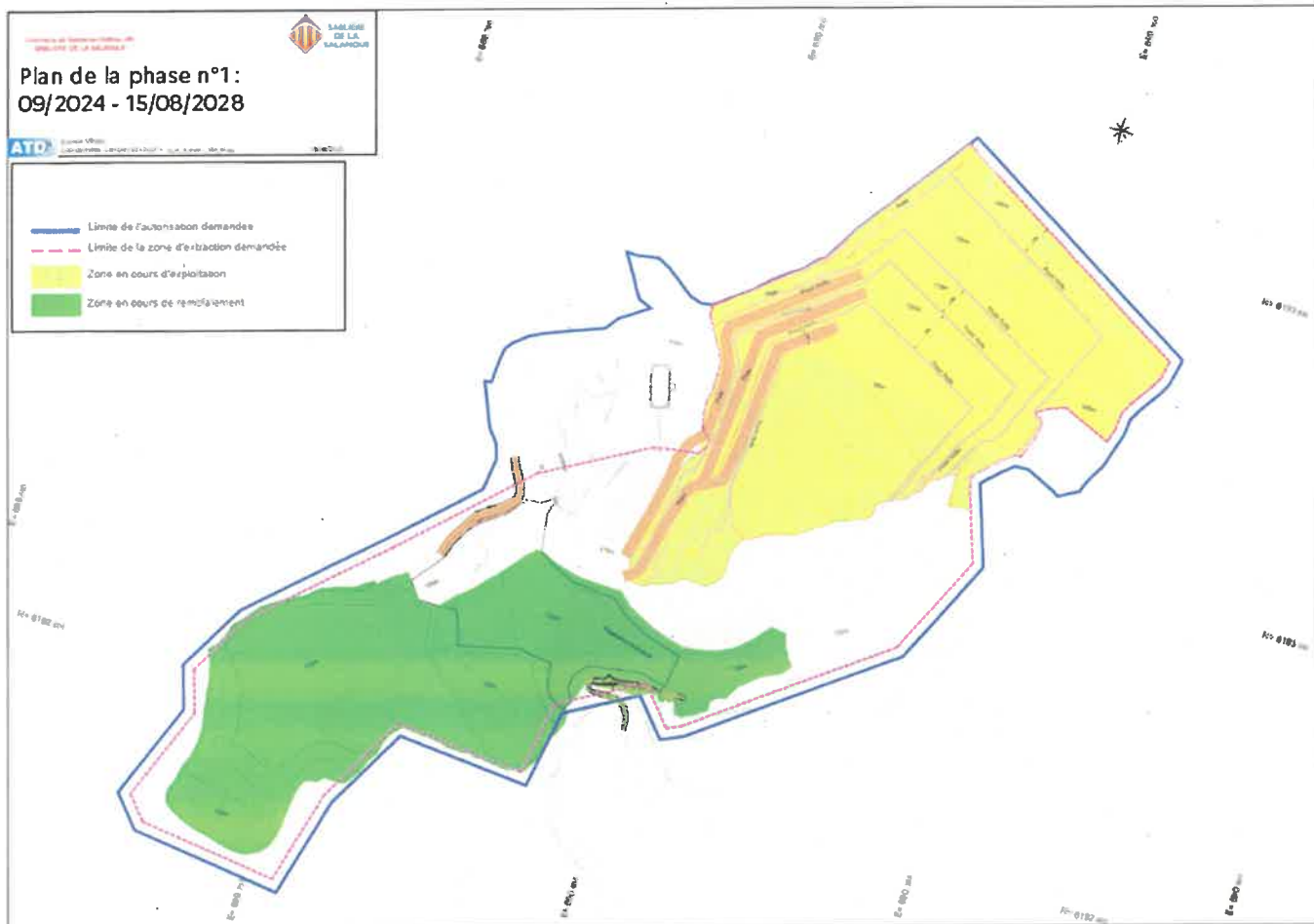
- |  |   |
|--|---|
| <span style="border: 1px solid red; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span> Limite d'autorisation | <span style="border: 2px solid pink; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span> Sections cadastrales    |
| <span style="border: 1px dashed blue; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span> Limite d'extraction | <span style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span> Lieux-dits            |
|  | <span style="border: 1px solid yellow; display: inline-block; width: 20px; height: 10px;"></span> Parcelles cadastrales |

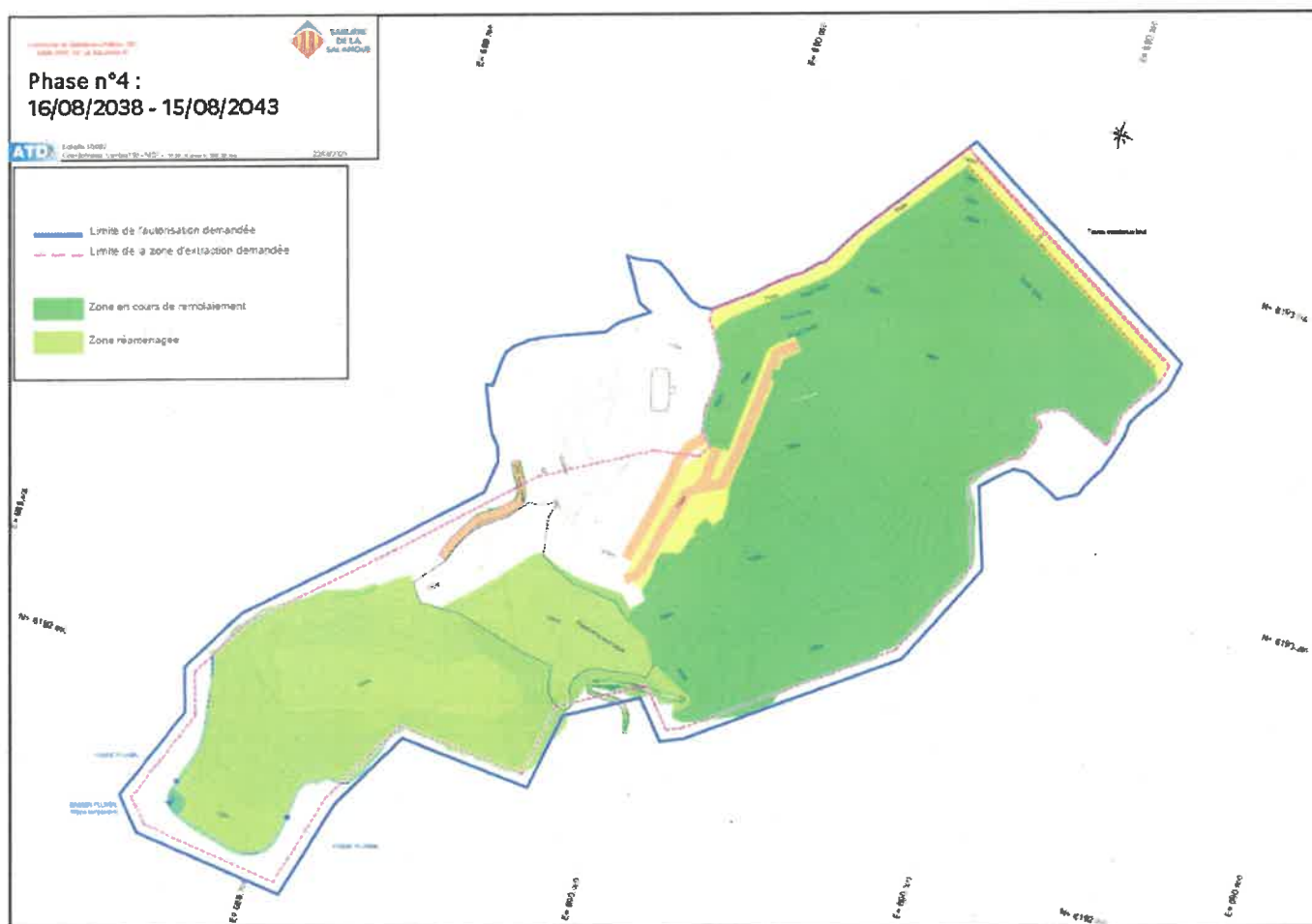
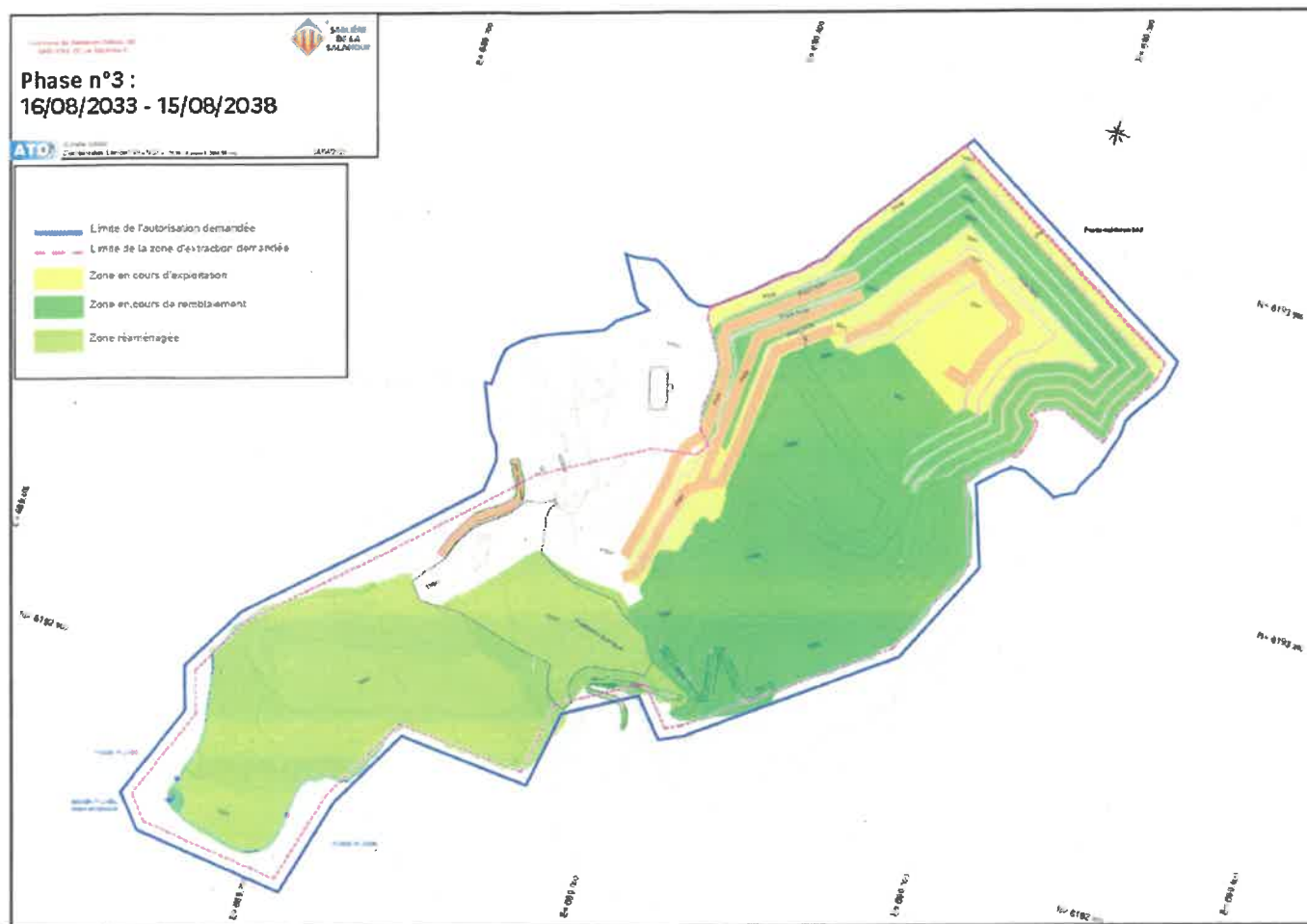


## ANNEXE 2 : PLAN D'ENSEMBLE



## ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE





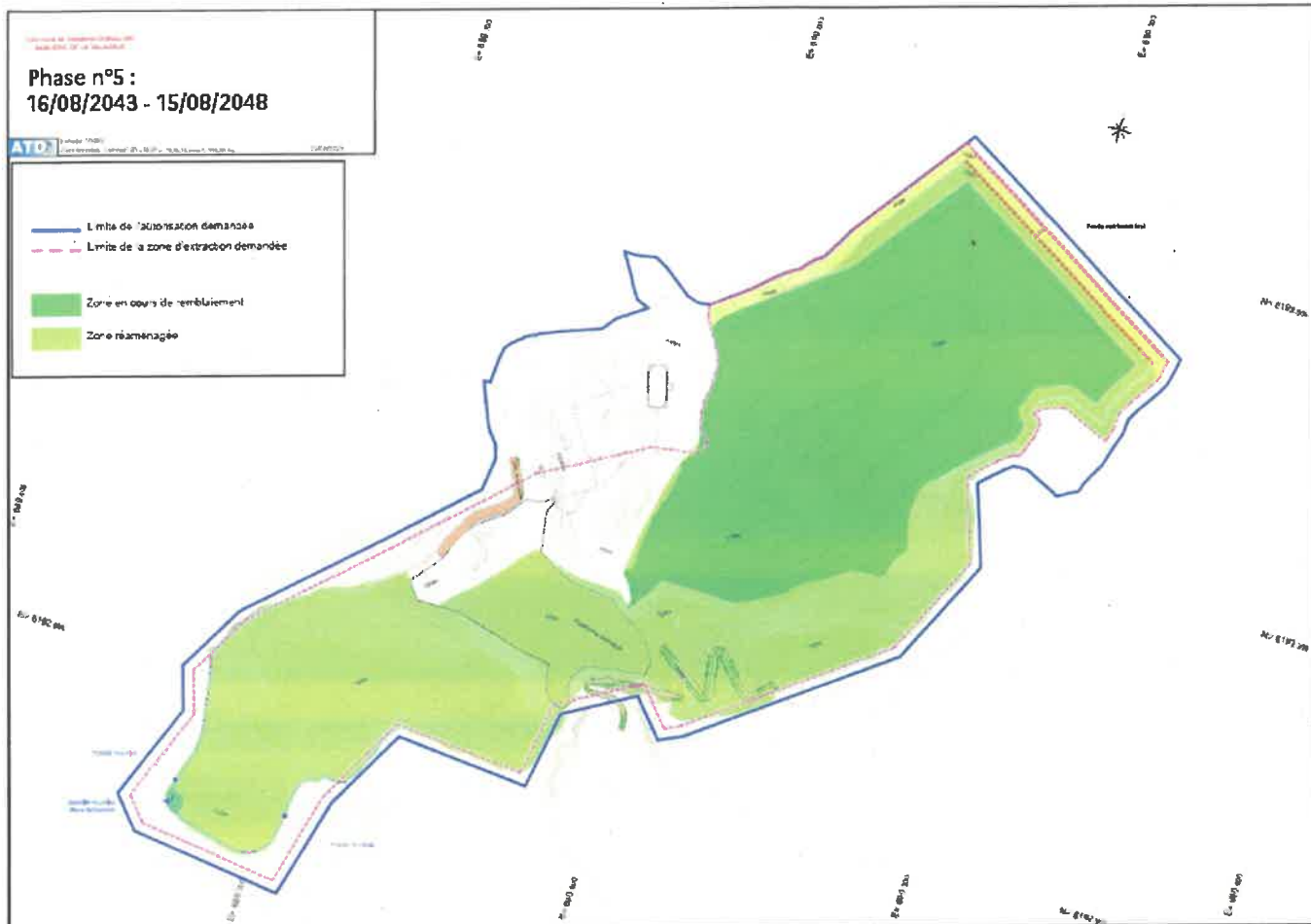
**Phase n°5 :**  
**16/08/2043 - 15/08/2048**

ATP   

— Limite de l'autorisation demandée  
 — Limite de la zone d'extraction demandée

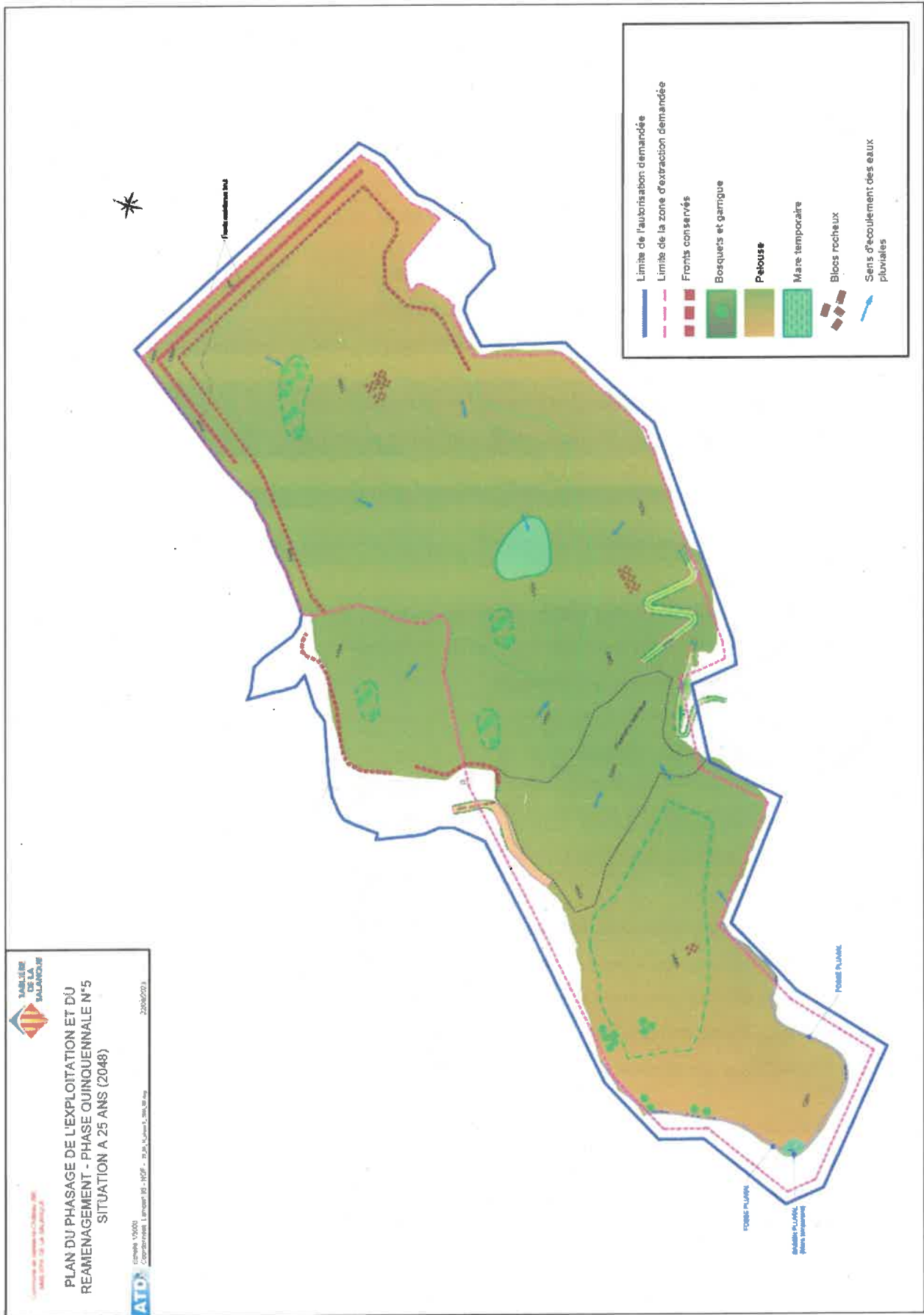
Zone en cours de remblaiement

Zone réaménagée





## ANNEXE 4 : PLAN DE PRINCIPE DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE



## ANNEXE 5

### ANNEXE 8 : MESURES PRÉVUES AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION SELON LA SÉQUENCE « ÉVITER, RÉDUIRE, COMPENSER » (ERC)

#### Mesure d'évitement :

ME 1 : Évitement géographique planifiée du PLU de Salses-le-Château

ME 2 : Évitement de mise en compatibilité des PLU(s) des autres communes de la zone de chalandise pour l'exploitation de carrière

ME 3 : Évitement des lignes de crêtes permettant d'insérer la carrière en dent creuse sans ouverture paysagère

ME 4 : Évitement de la délocalisation de la zone d'extraction

ME 5 : Suivi d'une procédure d'acceptation des déchets inertes

ME 6 : Établissement d'une cote de fond de fouille au-dessus du niveau des plus hautes eaux de l'aquifère sous-jacent

ME 7 : Évitement de tout impact sur les stations de lavatère maritime

ME 8 : Évitement de travaux de nuit préjudiciables à la faune nocturne

#### Mesures de réduction :

MR 1 : Interdire l'accès du site au public

MR 2 : Réduction de la hauteur des fronts de taille pour assurer la stabilité géotechnique d'ensemble

MR 3 : Procédure de ravitaillement des engins mobiles

MR 4 : Procédure de ravitaillement des engins à mobilité réduite

MR 5 : Procédure en cas de pollution accidentelle

MR 6 : Stockage du GNR

MR 7 : Stockage des produits dangereux

MR 8 : Entretien programmé et régulier des engins et matériels

MR 9 : Mise en place d'un contrat de maintenance des engins et matériels

MR 10 : Remise en état coordonnée à l'exploitation

MR 11 : Stabilité des terrains

MR 12 : Aménagement des pistes avec des pentes adaptées

MR 13 : Aménagement d'une seule voie d'entrée avec un contrôle d'accès par un opérateur à la bascule

MR 14 : Mise en place d'un clapet anti-retour sur la canalisation d'alimentation en eau du forage

MR 15 : Mise en place d'une dalle de cimentation en tête de forage

MR 16 : Mise en place de matériaux argilo-calcaires en fond de fouille lors des opérations remblayage de la carrière

MR 17 : Mise en place de dispositions spécifiques en cas de découverte fortuite d'une structure karstique

MR 18 : Utilisation d'un système d'assainissement individuel des eaux sanitaires

MR 19 : Limitation des consommations d'eau

MR 20 : Gestion des eaux de ruissellement pluvial

MR 21 : Gestion des eaux de ruissellement pluvial externes

MR 22 : Réduction des distances de transport entre le front de taille et les installations pour la maîtrise des émissions de GES

MR 23 : Réduction du volume annuel d'extraction

MR 24 : Mise en place du double fret de transport des déchets inertes et granulats

MR 25 : Réduction de l'emprise de l'extension de la carrière (ECOTONIA MR1)

MR 26 : Adaptation du phasage des travaux à la biologie des espèces faunistiques (ECOTONIA MR2)

MR 27 : Défavorabilisation des banquettes et des milieux naturels avant enlèvement des végétaux (ECOTONIA MR3)

MR 28 : Adaptation des modalités de débroussaillage et de défrichement pour permettre la fuite des espèces (ECOTONIA MR4)

MR 29 : Adaptation de l'éclairage afin de limiter la pollution lumineuse (ECOTONIA MR5)

MR 30 : Mise en place de zones refuges et d'habitats favorables à l'accueil des reptiles (ECOTONIA MR6)

MR 31 : Mise en place d'un chantier vert (ECOTONIA MR7)

MR 32 : Mise en place d'un plan de gestion pastorale (ECOTONIA MR8)

MR 33 : Limitation de la hauteur des stocks

MR 34 : Aménagement d'une haie à l'entrée du site

MR 35 : Traitement paysager des franges du site

MR 36 : Plantations des zones remises en état

MR 37 : Mise en place de capotages des bandes transporteuses

MR 38 : Mise en place d'un bâtiment de stockage des sables secs

MR 39 : Programme d'entretien des installations de concassage criblage

MR 40 : Mise en place d'une centrale d'aspiration des poussières sur les points d'émissions de l'installation de concassage-criblage

MR 41 : Mise en place d'un silo de stockage des fillers issus de l'aspiration

MR 42 : Mise en place d'une aspersion d'eau à la trémie primaire

MR 43 : Mise en place de l'arrosage des pistes

MR 44 : Mise en place de bâches de couverture des bennes des poids lourds

MR 45 : Revêtement des voies de circulation interne des poids-lourds

MR 46 : Limitation de vitesse des engins sur les pistes de circulation

MR 47 : Aménagement d'un « roudiluve » dédié au poids-lourds

MR 48 : Nettoyage régulier des voies revêtues

MR 49 : Mise en place d'un dispositif d'aspiration sur l'engin de forage des trous de mines

MR 50 : Acquisition d'engin de dernière génération conforme aux normes européennes

MR 51 : Revêtement spécifique dans les goulottes de réception des matériaux des installations de concassage-criblage

MR 52 : Utilisation de grille de criblage en caoutchouc

MR 53 : Mise en place de klaxon de recul type cri du lynx

MR 54 : Interdiction de stockages d'explosifs sur le site

MR 55 : Adaptation des orientations des fronts de taille pour réduire les risques de projections lors des tirs de mines

MR 56 : Mise en place de silentbloks sur les châssis des machines de l'installation de concassage-criblage

MR 57 : Adaptation des tirs de mines limitant la charge unitaire par trous de mine

MR 58 : Emploi de détonateurs à micro-retards

MR 59 : Modification et adaptation régulière des plans de tirs

MR 60 : Savoir-faire et expérience du foreur, de la personne chargée du plan de tir et du boutefeu

MR 61 : Réduction des heures de fonctionnement de la carrière  
MR 62 : Séparation des flux de transport à l'intérieur du site  
MR 63 : Mesures de sécurité routière  
MR 64 : Acceptation et d'un recyclage des déchets inertes en grand volume sur le site  
MR 65 : Mise en place d'une politique de recyclage des déchets de production  
MR 66 : Mise en place d'un plan de gestion des déchets d'extraction  
MR 67 : Opérations de débroussaillage en limite de site  
MR 68 : Interdiction de brûlage de tout type de produits sur le site  
MR 69 : Procédure de travail par points chaud  
MR 70 : Contrôle régulier des installations électriques

#### **Mesures d'accompagnement :**

MA 1 : Mise en place de plan de prévention environnementaux avec les sous-traitants intervenant sur la carrière  
MA 2 : Mise en place d'un délégué environnement assistant du directeur d'exploitation pour la mise en œuvre et le suivi des mesures  
MA 3 : Contrôle de la mise en place des mesures ER (ECOTONIA MA 1)  
MA 4 : Translocation des espèces végétales impactées (ECOTONIA MA 2)  
MA 5 : Réflexion écologique pour le réaménagement du site (ECOTONIA MA 3)  
MA 6 : Mise en place d'un partenariat avec le Groupe Ornithologique du Roussillon pour la conduite des opérations de suivi de l'avifaune  
MA 7 : Installation de gîtes à chauves-souris en partenariat avec le syndicat Rivage  
MA 8 : Mise en place d'une convention avec le Conservatoire des Espaces Naturels Occitanie dans le cadre des suivis naturalistes  
MA 9 : Mise en place d'un programme de réaménagement avec intégration paysagère  
MA 10 : Campagne de sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité avec les écoles, collèges et lycées voisins  
MA 11 : Programme de sensibilisation et de formation du personnel à l'environnement et la connaissance de la biodiversité  
MA 12 : Mise à disposition de la commune des moyens matériels pour le nettoyage des zones occupées par des dépôts sauvage de déchets du BTP

#### **Mesures de suivis :**

MS 1 : Suivi du niveau piézométrique et de la qualité des eaux souterraines  
MS 2 : Mise en place d'un programme de surveillance annuel des eaux souterraines  
MS 3 : Programme de surveillance annuel de la qualité des eaux de rejet  
MS 4 : Mise en place d'un suivi scientifique sur toute la durée de l'exploitation (ECOTONIA MS 1)  
MS 5 : Mise en place d'un suivi photographique des aménagements paysagers et écologiques  
MS 6 : Suivi des retombées de poussières dans le voisinage de la carrière  
MS 7 : Suivi des émissions sonores dans le voisinage de la carrière  
MS 8 : Suivi des vibrations dans le voisinage de la carrière